

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU  
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP  
DONNEES 2011**



**Nom de la collectivité :** Villard Bonnot

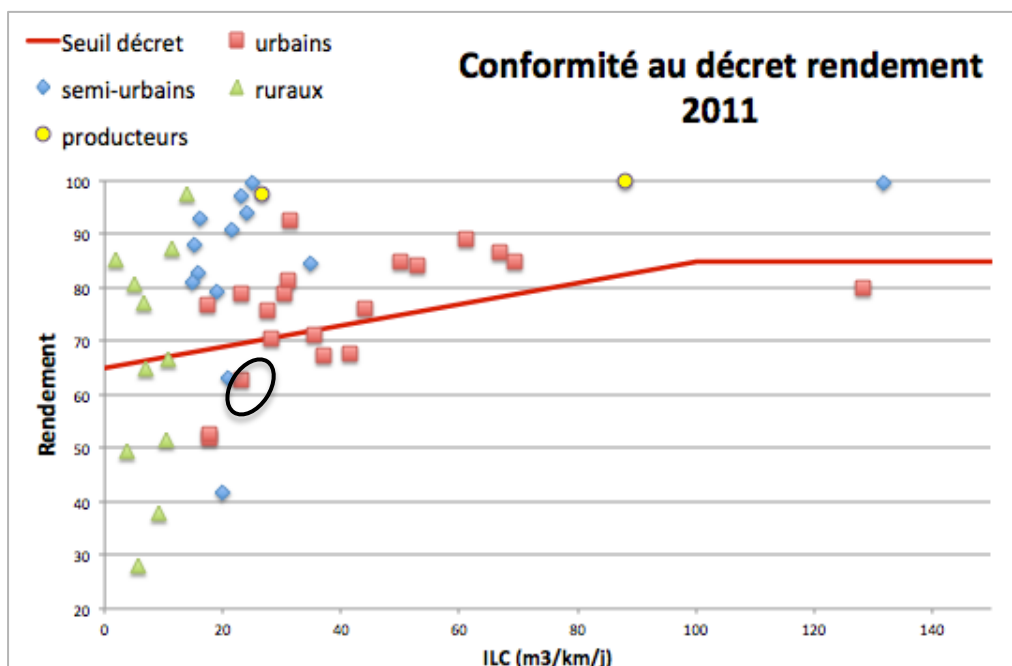
**Type de collectivité :** Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « \* ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
<b>Généralités</b> Abonnés : 3 440 ILC : 25,1 m <sup>3</sup> /km/j Habitants : 7 366 Densité habitants* : 223 hab/km Mode de gestion : Régie directe Branchements : 2 000 Date de règlement de service : Volume entrant: 482 Mm <sup>3</sup> <i>non disponible</i> Volume facturé: 292 Mm <sup>3</sup> Linéaire de réseau production et Installation de traitement : oui distribution: 43 km	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m <sup>3</sup>
<b>Gestion Patrimoniale</b> Ouvrages : Nombre total de compteurs : 3 440 Pourcentage de compteurs +12 ans : 40 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0,015 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,01 % Connaissance de l'âge des réseaux : non	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
<b>Performance</b> Rendement* : 62,8 % Indice Linéaire de Pertes* : 14,9 m <sup>3</sup> /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m <sup>3</sup> /km/j
<b>Décret "rendement" :</b> Niveau de connaissance du patrimoine : 60/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 69,5 % Rendement 2011 : 62,8% rendement lissé sur 3 ans* : non disponible <i>Graphique de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
<b>Branchements en plomb :</b> Nombre de branchements en plomb restant connus : environ 1200 Evaluation du coût de remplacement* : plus de 2 160 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : non disponible	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
<b>Données financières</b> Recettes réelles totales de fonctionnement: 563,1 k€ Capacité d'autofinancement net 2011* : -26,7 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 22,7 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m <sup>3</sup> ) : 1,52 €/m <sup>3</sup> Evolution du prix depuis 2008* : +1,7 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m <sup>3</sup> Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m <sup>3</sup> (2009)

\* calcul CEP, voir notice explicative

## Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Villard Bonnot est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie urbaine (carrés bruns). En 2011 son rendement était de 62,7% et était inférieur de 6,9 points au seuil imposé par le décret "rendement". Il ne satisfaisait donc pas aux récentes exigences réglementaires. La performance du réseau constitue donc un enjeu réglementaire pour le service d'eau.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Villard Bonnot est de 14,9 m³/km/j. En 2011, le réseau de Villard Bonnot présentait donc des fuites assez importantes. Il conviendra de surveiller cet indicateur afin qu'il n'augmente pas davantage. Si des travaux sont prévus sur le réseau, ramener l'ILP en dessous de 10 m³/km/j peut constituer un objectif raisonnable.

Depuis 2012, l'agence de l'eau RMC accorde des subventions aux collectivités menant des études ou des travaux pour lutter contre les fuites. Ces subventions peuvent financer jusqu'à 50% des projets, répartis sur 2 ans. Certaines collectivités du territoire étudié ont déjà pu en bénéficier.

Indépendamment du niveau de performance, le service d'eau de Villard Bonnot peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

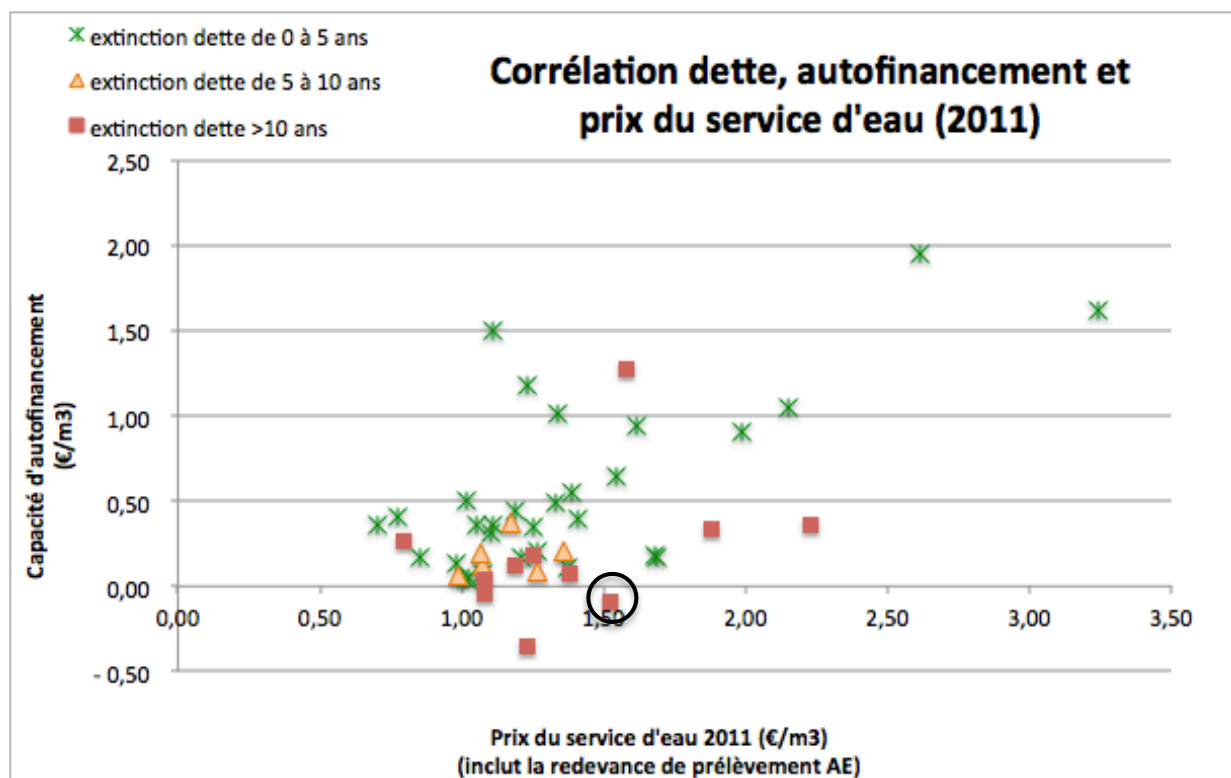
On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Le service a une connaissance non exhaustive de son réseau (indice à 60/100), notamment il ne dispose pas d'une connaissance totale de l'âge ou de la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

On notera enfin qu'environ 1200 branchements en plomb semblent demeurer sur le réseau. Une campagne de recensement devrait être menée en 2013. L'Agence de l'Eau ne finance plus les travaux liés aux branchements en plomb.

Le parc de compteur est jeune (40% des compteurs ont plus de 12 ans). Ce taux de vieillissement est raisonnable.

## Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m<sup>3</sup> (en abscisse).

### Villard Bonnot est entourée.

Son extinction de dette était de 22,7 ans en 2011 (supérieure à 10 ans, carré brun) et son autofinancement net était de -0,09 €/m<sup>3</sup> facturé, pour un prix de l'eau de 1,52 €/m<sup>3</sup>. Cela traduit *a priori* une santé financière délicate du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est relativement élevé sur le territoire et il ne permettait pas en 2011 de dégager un autofinancement positif (-9cts/m<sup>3</sup> facturés). On nuancera cette valeur en remarquant que cela correspond à -27 k€ en 2011. La CAF nette était de +46k€ en 2011 et de -22 k€ en 2010. Un autofinancement négatif est donc constaté sur 2 années.

Le niveau de dette est de 1,9M€ en 2011. Cela crée une durée d'extinction de dette de 22,7 ans. Ainsi, dans l'hypothèse où la totalité de la CAF brute serait consacrée au remboursement de la dette, il faudrait 22 ans pour la recouvrir intégralement. La durée d'extinction de dette était de 15,6 ans en 2009 et de 9,8 ans en 2010. Cet indicateur est très variable selon les CAF de chaque année.

### Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

Pour financer de nouveaux travaux, un service d'eau peut soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement ne semble pas suffisant pour financer de lourds travaux (CAF négative). Pour dégager davantage d'autofinancement, Villard Bonnot dispose d'une marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau (déjà un peu élevé). Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, un emprunt serait approprié. Le service peut cependant difficilement se permettre de contracter une nouvelle dette. Il est en effet déconseillé à un service d'eau de s'imposer une durée d'extinction de dette supérieure à 12 ans. Par conséquent, contracter un nouvel emprunt doit se faire avec beaucoup de vigilance et devra peut-être s'accompagner d'une augmentation de la capacité d'autofinancement pour assurer une bonne capacité à rembourser la dette.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.